



En Grande-Bretagne, le système privé des retraites par capitalisation est en crise

LE MONDE | 13.10.04 | 14h03

Un rapport officiel reconnaît que la chute de la Bourse et la démographie obligent à le repenser.

Londres de notre correspondant

Le régime des retraites au Royaume-Uni est en crise. Pour le sauver, les Britanniques devront à la fois cotiser davantage, épargner plus, travailler plus longtemps. Telle est la conclusion d'un rapport officiel publié mardi 12 octobre par une commission indépendante créée fin 2002. Cette commission des retraites est présidée par Adair Turner, ancien directeur général de la Confédération de l'industrie britannique et vice-président de Merrill Lynch Europe.

A l'origine de la crise, et comme ailleurs en Europe, on trouve la démographie. L'allongement de la durée de la vie, le vieillissement de la génération du baby-boom et la baisse de la natalité ont un effet pervers classique : de moins en moins d'actifs devront financer les retraites d'un nombre accru d'inactifs. Actuellement, 60 % des Britanniques cotisent pour 21 % de retraités. En 2030, ils ne seront plus que 56 % pour 27 % de retraités. Les plus de 65 ans représentent 16 % de la population, ils seront 25 % dans trente ans. Aujourd'hui, à l'âge de 65 ans, l'espérance de vie moyenne est de 18 ans, elle sera de 21 ans en 2030.

Pour garantir aux futurs retraités un revenu équivalent à celui d'aujourd'hui, il faudrait, dès maintenant, épargner 57 milliards de livres, soit 1 000 livres (1 450 euros) par habitant. Mais il y a longtemps que les gouvernements n'épargnent plus pour les retraites, qu'ils financent par l'impôt.

Le système en place a pour principal trait la faible implication de l'Etat. Le retraité britannique perçoit une maigre pension de l'Etat : environ 80 livres, soit 115 euros par semaine pour une personne seule, 127 livres (184 euros) pour un couple. Ce système étatique lui procure 20 % des revenus dont il disposait lorsqu'il travaillait, et 60 % de ses revenus globaux de retraité. Résultat : un retraité sur dix vit au-

dessous du seuil de pauvreté. L'avantage du système, c'est qu'il ménage le contribuable : les retraites d'Etat, "découplées" depuis 1980 de l'évolution des salaires, ne représentent que 6 % du PIB, nettement moins que la moyenne en Europe.

"QUATRE CHOIX"

D'où le rôle majeur, joué en Grande-Bretagne, par le régime de capitalisation. L'essentiel du fardeau des retraites repose sur les épaules des salariés et des employeurs du secteur privé. Plus d'un salarié sur deux souscrit à des fonds complémentaires de capitalisation. Un retraité touche une pension versée par l'un des fonds privés auquel lui-même et son ancien employeur ont cotisé pendant sa vie professionnelle.

L'excellent rendement de ces fonds a longtemps permis d'améliorer les conditions de vie des retraités. D'autant que nombre d'entre eux bénéficiaient d'un système attrayant - baptisé en son temps "la Rolls-Royce des régimes de retraite" - et qui leur garantissait des versements indexés sur le salaire de fin de carrière. Lorsque les fonds de pension resplendissaient, les bénéficiaires dégageaient sans douleur le système, au point que certaines entreprises s'étaient mises "*en vacances de retraites*" : leurs profits boursiers suffisaient largement à alimenter leurs cotisations.

L'éclatement de la bulle boursière en 1999 a sonné le glas de ces plans d'entreprise, laissant la place à un système beaucoup moins favorable ne garantissant plus un niveau de retraite précis et faisant dépendre plus étroitement la valeur des pensions des performances aléatoires du marché. Les grandes entreprises mettent la main à la poche pour assurer la survie du système. Mais en "détournant" une partie des dividendes destinés aux actionnaires vers les retraités, elles érodent leurs profits, et font baisser les cours de leurs actions, ce qui accroît les difficultés des fonds de pensions.

Avec le recul, on est frappé par l'imprévoyance des acteurs - l'Etat, les entreprises et les salariés - d'un système dont chacun profitait. Nul ne s'est soucié de l'évolution démographique du pays, et tout le monde a oublié que, tôt ou tard, la chance tournait à la Bourse. "*Nous avons rêvé tout éveillés*, observe M. Turner. *Il faut maintenant revenir à la réalité.*"

Le gouvernement, estime la commission, fait face à "*quatre choix incontournables*" : soit dépenser davantage pour les retraites, soit augmenter la durée de la vie active, soit contraindre les salariés à cotiser plus, soit accepter que les retraités s'appauvrissent - une option qu'elle juge, bien sûr, indésirable. La solution empruntera donc aux trois premiers "choix".

Dépenser davantage ? Cela supposera d'accroître les dépenses publiques, donc

l'impôt, un thème plutôt impopulaire. Travailler plus longtemps ? Le ministre des retraites, Alan Johnson, a exclu une telle mesure dans l'immédiat. Actuellement, deux hommes sur trois cessent de travailler à 62 ans. Cotiser plus ? 12 millions de salariés n'épargnent pas assez. La chute des marchés financiers et la faillite de certains fonds de pension les ont fait douter des vertus de l'épargne-retraite privée. Pourtant, une majorité de travailleurs est favorable à une forme de cotisation obligatoire, si l'employeur y contribue aussi.

La commission ne formulera ses recommandations que dans un an. Cela convient au gouvernement Blair qui, à sept mois de probables élections législatives, n'a pas envie de demander aux Britanniques des sacrifices sur l'autel de leur retraite.

Jean-Pierre Langellier

• ARTICLE PARU DANS L'EDITION DU 14.10.04

Droits de reproduction et de diffusion réservés © **Le Monde** 2004

Usage strictement personnel. L'utilisateur du site reconnaît avoir pris connaissance de la licence de droits d'usage, en accepter et en respecter les dispositions.

Politique de confidentialité du site. Besoin d'aide ? faq.lemonde.fr